

Un combat pour une égale répartition des biens de culture

« Une des intentions des organisateurs de ces Rencontres est de vous entraîner dans un commun complot. Ce que l'on appelle dans les jeux d'enfants, dans les casernes et ailleurs, la "courte-échelle" – c'est-à-dire le complot pour se libérer, l'entraide immédiate et active – est encore le plus sûr moyen de franchir ces murs au-delà desquels, nous l'espérons, se trouvent une égalité qui n'est plus de fiction, une compréhension plus fraternelle, une liberté plus évidente et – celles-ci ne peuvent aller sans cette autre – une égale répartition des biens de culture. »

Jean Vilar, 20 juillet 1964

En juillet 1964, clôturant les Rencontres d'Avignon, Jean Vilar souligne l'importance prise à ses yeux par cette première :

« Je me demande, au moment où nous allons nous séparer, si ces rencontres n'ont pas été l'événement le plus instructif que j'ai vécu depuis mon entrée à l'école dramatique de Charles Dullin. »

Trente ans plus tard, de nombreux acteurs témoignent, non sans nostalgie quelquefois, du rôle fondateur joué par ces Rencontres pour toute une génération de militants de l'action culturelle. Par-delà l'effet rétrospectif, les propos convergents de Joffre Dumazedier, Jack Ralite, Augustin Girard, Pierre Moinot mais aussi Paul Piaux peuvent se lire comme une invitation à l'analyse pour l'historien d'aujourd'hui¹.

1. Pour une première mesure, sans doute non exhaustive, de cette mémoire : J. Dumazedier, « Vilar et les sciences sociales », *L'Herne*, 1995, p. 70-71 ; *idem*, « Festival d'Avignon 1996 : un cinquantième anniversaire limité », *Esprit*, octobre 1996, p. 172-175 ; J. Ralite, « De la statistique aux recherches nécessaires » dans *Trente Ans d'études au service de la vie culturelle*, Paris, La Documentation française, 1993, p. 42-47 ; *idem*, « Complicités avec Jean Vilar », *L'Herne*, 1995, p. 122-132 ; A. Girard, « Une dynamique pour l'avenir » dans *Trente Ans d'études...*, *op. cit.*, p. 89-99 ; P. Piaux, *Avignon en festivals ou les utopies nécessaires*, Paris, Hachette, 1983, p. 135-140.

La naissance des politiques culturelles : les Rencontres d'Avignon (1964-1970)

Ouvrir ce dossier revient à s'interroger sur la naissance et la formalisation des politiques culturelles au cours des années soixante. Plusieurs travaux ont déjà souligné combien cette décennie est centrale à la fois pour l'État, les collectivités locales, les mouvements d'éducation populaire et les artistes².

Un « complot » dans l'air du temps

L'idée des Rencontres d'Avignon revient incontestablement à Jean Vilar. Il convient d'essayer de cerner l'objectif souhaité du directeur du Festival. Par ailleurs, la première édition (1964) se déroule à un moment charnière de la vie professionnelle de Vilar.

Surtout, l'heure est à la multiplication des lieux et des moments de réflexion sur la légitimité d'une véritable politique culturelle. A ce titre, Avignon est incontestablement l'un des lieux où « mouvements d'éducation populaire, sociologie appliquée et idéologie modernisatrice ont cheminé de concert³ ».

Que cherchait Jean Vilar ?

En 1964, Jean Vilar est à la croisée des chemins. Libéré de la direction du Théâtre national populaire depuis février 1963, Vilar conserve cependant la direction du Festival d'Avignon⁴. Le 31 juillet

2. P. Urfalino, *l'Invention de la politique culturelle*, Paris, Comité d'histoire du ministère de la Culture-La Documentation française, 1996, 361 p. ; A. Girard (dir.), *les Affaires culturelles au temps d'André Malraux*, Paris, Comité d'histoire du ministère de la Culture-La Documentation française, 1996, 508 p. ; G. Poujol (dir.), *l'Éducation populaire au tournant des années soixante. État, mouvements, sciences sociales*, Marly, Document de l'INJEP, 1993, 190 p. ; M.-A. Rauch-Lepage, *le Théâtre en France en 1968. Histoire d'une crise*, Paris, Université de Paris X-Nanterre, thèse de lettres et sciences humaines, 1994, 498 p. et V. Dubois, « Pour la culture contre l'État ? La Fédération nationale des centres culturels communaux au début des années soixante » dans P. Poirrier, S. Rab, S. Reneau et L. Vadelorge (textes réunis et présentés par), *Jalons pour l'histoire des politiques culturelles locales*, Paris, Comité d'histoire du ministère de la Culture-La Documentation française, 1995, p. 51-82.

3. Citation de J. Ion, « Sciences sociales et éducation populaire : un vieux concubinage ? » dans G. Poujol (dir.), *l'Éducation populaire...*, *op. cit.*, p. 131.

4. Voir la relecture historique du TNP proposée par E. Loyer, *le Théâtre citoyen de Jean Vilar. Une utopie d'après-guerre*, Paris, PUF, 1997, 253 p. Sur Jean Vilar, J.-C. Bardot, *Jean Vilar*, Paris, Armand Colin, 1991, 554 p. ; A. Simon, *Jean Vilar*, Besançon, La Manufacture, 1991, 273 p. et P. Ory, *Théâtre citoyen ; du théâtre du Peuple au théâtre du Soleil*, Avignon, Association Jean Vilar, 1995, 94 p.

suivant, il fait en tant qu'acteur et metteur en scène du TNP ses adieux au public dans la cour du Palais : Jean Vilar a choisi le rôle titre du *Thomas More ou l'homme seul* de Robert Bolt.

De 1964 à 1967, les Rencontres s'inscrivent au cœur d'un festival qui enregistre de profondes modifications : fin du monopole du TNP (invitation du Théâtre de la Cité de Roger Planchon en 1966), ouverture à la danse avec Maurice Béjart (1966) et au cinéma avec *La Chinoise* de Jean-Luc Godard (1967). Bien plus, Jean Vilar intègre les réflexions issues des Rencontres pour modifier la formule du festival. En 1966, ouvrant la troisième édition des Rencontres, il déclare :

« *Disons, en passant, que la réforme actuelle du festival est née, a été provoquée par vos et nos colloques de 64 et 65. Bref, j'ai été assez bon élève de vos cours.* »

Le rapport avec la municipalité d'Avignon connaît aussi une inflexion majeure. En 1965, fort du soutien du maire socialiste Henri Duffaut, Jean Vilar et Michel Debeauvais établissent une nouvelle formule administrative : le système de la subvention au TNP (régime de concession) est abandonné et fait place à une régie directe de la ville. La ville s'approprie le festival⁵. Cette procédure a le mérite de mieux ancrer le festival dans la vie culturelle de la cité des Papes. Paul Puaux joue de plus en plus le rôle charnière de représentant de Jean Vilar en Avignon : le militant communiste, notable politique de la ville, se mue en administrateur culturel.

Pour accompagner ces mutations, Jean Vilar souhaite engager une réflexion, non pas seulement sur le théâtre – « Le théâtre, s'il est pour nous spectateurs, une chose extrêmement captivante, n'est pas tout » souligne-t-il dans son allocution d'ouverture en 1964 –, mais sur la place de la culture dans la société contemporaine. Par-delà le geste du créateur, Jean Vilar n'oublie pas, à l'image des réflexions menées au sein du TNP depuis de nombreuses années, d'interroger les finalités sociales du développement culturel.

A l'origine, Jean Vilar envisage d'offrir un espace de discussion au club Jean Moulin. Il contacte, pendant l'hiver 1963-1964, Michel Debeauvais, membre du club, pour mettre en œuvre ce projet. L'ex-

5. Sur ce point, voir S. Rogier-Lecat, « Le festival et la ville d'Avignon ou les tentatives d'une réappropriation culturelle (1947-1990) » dans P. Poirrier *et al.*, *Jalons pour l'histoire...*, *op. cit.*, p. 155-180.

La naissance des politiques culturelles : les Rencontres d'Avignon (1964-1970)

périence acquise par cet énarque devenu universitaire, directeur de recherche à l'Institut de développement économique et social (IDES) de l'université de Paris, en fait l'homme de la situation. A la demande de Joffre Dumazedier, il organise depuis 1958 les universités d'été de Peuple et culture, notamment les universités de Boulouris centrées sur les problèmes des pays en voie de développement⁶. Sa rencontre avec Jean Vilar est déjà ancienne. Consul adjoint à Anvers en 1952, il y croise le TNP lors d'une de ses tournées. Son épouse, Sonia Debeauvais rejoint le TNP en 1957 où elle est notamment chargée, jusqu'en 1966, des relations avec les collectivités et les comités d'entreprise. Elle est aussi présente à Avignon depuis 1958 comme organisatrice des manifestations et des débats du Verger.

Né en 1958, le club Jean Moulin réunit des hauts fonctionnaires, des universitaires, des journalistes et s'inscrit dans le mouvement de rénovation politique suscité par la guerre d'Algérie et l'effondrement de la IV^e République. En 1961, la publication de *l'État et le citoyen* aux éditions du Seuil connaît un beau succès éditorial⁷. Mais si l'ouvrage trace les grandes orientations pour une démocratie moderne, il accorde peu de place aux questions culturelles⁸. Michel Debeauvais infléchit le projet initial et les Rencontres s'ouvrent plus largement et accueillent des acteurs issus essentiellement des rangs de la gauche modernisatrice⁹.

Cette perspective militante prend la forme d'une confrontation d'expériences. Le titre de Rencontres choisi par Jean Vilar synthétise

6. En 1958, Michel Debeauvais quitte le ministère des Affaires étrangères et se spécialise dans les problèmes d'éducation des pays sous-développés. La même année, dans le cadre d'une livraison de *Population*, il propose, avec Alfred Sauvy, la notion de « Tiers Monde » par analogie avec le Tiers-État de 1789. En 1961, Peuple et Culture crée l'association Culture et développement, chargée de promouvoir l'action culturelle et de diffuser les méthodes d'éducation populaire dans les pays en voie de développement.

7. Le directeur des Éditions du Seuil, Paul Flamand, membre du club, permet une large diffusion aux réflexions du club Jean Moulin.

8. Club Jean Moulin, *l'État et le citoyen*, Paris, Seuil, 1961, 409 p.

9. En 1964, deux membres influents du club Jean Moulin, François Bloch-Lainé et Stéphane Hessel, sont cependant présents. François Bloch-Lainé, directeur général de la Caisse des dépôts et consignations, avait soutenu en 1935 une thèse de doctorat sur *l'Emploi des loisirs ouvriers et l'éducation populaire*. Passé par les Scouts de France, le jeune juriste avait dans ce cadre participé aux Comédiens-routiers de Léon Chancerel. En 1960, il renoue avec sa passion pour le théâtre en présidant le sous-groupe théâtre et musique de la commission de l'équipement culturel et du patrimoine artistique du IV^e Plan. Stéphane Hessel vient opportunément de rappeler dans ses mémoires le rôle du club Jean Moulin, voir S. Hessel, *Danse avec le siècle*, Paris, Seuil, 1977, p. 151 et sqq.

assez bien le cadre souhaité pour cette réunion d'acteurs. En 1966, Michel Debeauvais rappelle les « règles du jeu » :

« Le groupe que nous constituons n'est pas représentatif. Nos échanges en seront d'autant plus libres. Nous réunissons simplement des expériences diverses : administration de l'État à la commune, sociologie, action internationale, théâtre, maisons de la culture, enseignement, économie... Ceci pose des problèmes de communication. Il nous faudra quelques jours pour être familiers du langage des uns des autres. En outre, la taille de notre groupe imposerait, si tous devaient prendre la parole à chaque séance, que personne ne dépasse cinq minutes. Nous avons choisi la formule qui nous laissera le plus de liberté : pas de président, ni de motions finales, mais à chaque séance, un très bref exposé d'introduction destiné à poser des questions et à ouvrir le débat, non à tout résoudre d'avance. Ensuite, il s'agira de confronter des expériences, et des visions d'avenir. »

Jean Vilar préside les Rencontres et leur confère une certaine solennité. La métaphore religieuse s'impose sous la plume du critique qui souligne « l'atmosphère vibrante et recueillie de l'assemblée¹⁰ ». De surcroît, il accorde une grande attention à leur préparation¹¹. L'homme de théâtre demeure présent dans la mise en scène. La Chambre des notaires, lieu hautement symbolique au sein du palais des Papes, présente un dispositif adapté pour le débat avec sa table en fer à cheval qui accueille les participants et des bancs au centre pour les auditeurs libres.

Comment la thématique a-t-elle évolué ?

Les thèmes choisis pour ces Rencontres témoignent des interrogations qui traversent alors le monde de la culture. En 1964, les premières Rencontres sont consacrées au développement culturel, à partir de cinq questions : Pourquoi la culture ? Quel public ? Quel bilan

10. H. Cingria, « Avignon au carrefour des Rencontres intellectuelles », *Les Lettres françaises*, 6 août-14 août 1964, p. 9.

11. En 1964, il demande à Sonia Debeauvais de soigner particulièrement l'esthétique du programme : « Que le caractère d'imprimerie soit beau. Et léger. Rien de tels que les "tutus" en ce qui concerne la *Kultur* ! » (archives Sonia Debeauvais : lettre de Jean Vilar à Sonia Debeauvais, le 15 avril 1964). C'est à son domicile parisien, ou chez Michel Debeauvais, que Jean Vilar réunit « quelques amis » pour préparer les Rencontres. En avril 1965, sont contactés Maurice Delarue (Travail et Culture), Joffre Dumazedier (Peuple et Culture), Gabriel Garran (théâtre d'Aubervilliers), Augustin Girard (SER), Alain Crombecque (UNEF), Henri Laborde (CEMEA) et Bertrand Schwartz (école des Mines de Nancy). A partir de 1966, Augustin Girard prend une plus large part à la préparation.

La naissance des politiques culturelles : les Rencontres d'Avignon (1964-1970)

et quelles perspectives pour le théâtre dramatique ? La culture est-elle rentable ? L'État doit-il avoir une politique culturelle ?

Au cours des débats, le rôle de l'École est récurrent et le thème de l'année 1965 s'impose : « L'école et la culture ». Le traitement de cette question est conçu dans une perspective assez large autour de trois thèmes : « L'école, institution culturelle » ; « L'éducation des adultes et la culture » ; « Faut-il former des artistes ? ».

En 1966, la question des politiques culturelles locales devient centrale sous le thème du « développement culturel régional¹² ». Les discussions sont décisives et permettent une analyse critique de la pertinence du cadre régional : « Le cadre de la ville s'impose encore » conclut Michel Debeauvais.

En 1967, « la politique culturelle des villes » se fonde sur les expériences menées par sept villes françaises : Annecy, Avignon, Aubervilliers, Bourges, Grenoble, Rennes et Strasbourg.

En juillet-août 1968, dans le cadre d'un festival pris dans la tourmente, les Rencontres qui devaient être consacrées à l'étude de la politique culturelle de ces sept villes ne peuvent avoir lieu. Des assises sur le thème général « Le théâtre dans la société » se déroulent à partir du 21 juillet dans le cadre de commissions préparées par Michel Debeauvais : « Le rôle politique du spectacle » (Jacques Lacarrière), « Le public » (Georges Jean et Michel Bataillon), « Théâtre et révolution » (Jean Hurstel), « Nouvelles formes du théâtre » (Daniel Leveugle), « Le théâtre et les pouvoirs » (Jack Ralite, Antoine Bourseiller et Michel Debeauvais), « Liberté d'expression » (Camerati), « Enseignement et formation du comédien » (Danielle Delorme et Gaston Jung). Pour Jean Vilar, ces assises « feront état d'une revendication d'esprit ». Au Verger (surnommé Le Potager), les expositions publiques et les discussions sont cependant fortement perturbés¹³

12. Le choix de ce thème est arrêté dès le printemps 1965 : pour les organisateurs, il a l'avantage de permettre une plus grande implication de la municipalité d'Avignon et de s'appuyer sur des exemples locaux (archives Sonia Debeauvais : lettre de Michel Debeauvais à Paul Puaux, le 26 mai 1965).

13. Un tract distribué en début de festival attaque le principe même des assises : « Le mot colloque étant périmé depuis peu, le reste du temps sera consacré aux discussions en "tribune libre" et les technocrates de la culture populaire dirigeront les débats axés sur un thème nouveau : "la place du théâtre dans la société contemporaine". Si vous voulez défendre : la bonne conscience des éducateurs de masse, la culture populaire enrégimentée, les opérations commerciales camouflées, le pontificat et le paternalisme ; si vous aimez qu'on pense pour

par les contestataires. Le critique de la revue *Esprit* exprime avec force cet impossible dialogue :

« *Las, les comptes rendus fatiguaient les enragés qui ne tenaient pas en place et réclamaient la suppression du micro baladeur grâce auquel le pauvre bougre qui parlait dominait leurs vociférations. Ils ne démor-daient pas de leurs préalables politiques : la répression, la consommation, les spectacles tranquillissants. En Avignon, on a vu se dégrader la parole révolutionnaire, la non-violence rejoindre la pire violence, la bonne humeur réduire l'interlocuteur de bonne foi à une rage impuis-sante*¹⁴. »

Dans ce contexte, les commissions « Liberté d'expression » et « Théâtre et révolution » se sabordent¹⁵. A la suite du départ du *Living Theatre* (31 juillet), Jean Vilar répond aux contestataires et aux Avignonnais dans le cadre d'un débat organisé au Verger le 3 août en fin d'après-midi¹⁶.

Finalement les Rencontres, impossibles en 1968, se dérouleront à Grenoble en mars 1969 grâce à l'accueil de la municipalité dirigée par le socialiste Hubert Dubedout. En Avignon, le Festival organise cependant plusieurs ateliers thématiques ouverts au public, animés par des fidèles des Rencontres¹⁷.

En 1970, le retour officiel des Rencontres en Avignon se déroule dans un nouveau cadre organisationnel. C'est la Commission française pour l'Unesco qui se charge de mettre en œuvre une réunion internationale sur « le développement culturel au niveau des collectivités locales ».

Les Rencontres dépassent le huis clos de la Chambre des notaires – à ce titre *Le Dauphiné libéré* souligne que toute la population « est concernée par les questions agitées en petit conclave tous les matins¹⁸ » – et influent sur les débats qui alimentent le Festival. Dès

vous, venez nombreux en Avignon, la fête risque d'être réussie » (cité par M.-A. Rauch-Lepage, *le Théâtre en France...*, *op. cit.*, p. 391).

14. A. Simon, « Le festival des enragés (Avignon) », *Esprit*, 1968, n° 11, p. 550-562, citation p. 556.

15. D. Moaty et J.-L. Mingalon, « Avignon, 1968 », *Le Théâtre*, 1969, n° 1, p. 171-183.

16. Voir le témoignage de P. Puaux, « Avignon 1968 » dans R. Abirached (dir.), *la Décentralisation théâtrale. 3. 1968, le tournant*, Arles, Actes Sud, 1994, p. 95-109 et l'analyse de M.-A. Rauch-Lepage, *le Théâtre en France...*, *op. cit.*, p. 368-422.

17. Trois thèmes sont retenus : « Enseignement et action culturelle » (Elie Faroult et Georges Jean), « Animation Arts plastiques » (Pierre Gaudibert), « La politique culturelle » (Michel Debeauvais et Jack Ralite).

18. *Le Dauphiné libéré*, 28 juillet 1964.

La naissance des politiques culturelles : les Rencontres d'Avignon (1964-1970)

la préparation de la première édition, Jean Vilar est pleinement conscient de la nécessaire articulation avec les conférences du Verger d'Urbain V. De Milan où il monte à la Scala *Les Noces de Figaro* de Mozart, Jean Vilar écrit à Sonia Debeauvais :

« En effet, deux manifestations publiques au Verger, c'est maigriot. N'avons-nous pas l'air nous, artistes ou responsables (voire intellectuels) de faire bande à part – Hé ? Io credo. Je ne souhaite pas d'«après-midi du 4 août», certes non ; c'est ce jour-là que la Révolution a évité les problèmes par une embrassade générale et déjà radicale-socialiste. Cependant ces Rencontres doivent éviter, (dans le but, je suppose, de mieux cerner les problèmes) de faire club. [...] Car là aussi, dans ce dilemme, «public ou non public» réside l'esprit, le sens de nos Rencontres. Et leurs nouvelles et nécessaires existences¹⁹. »

Aussi, pour la première fois, les conférences du Verger, initiative de 1954, s'ouvrent à des sujets qui dépassent le seul domaine du théâtre : en 1964, Bertrand Schwartz (« Formation professionnelle et culture »), Max-Pol Fouchet (« Télévision et culture ») et Joffre Dumazedier (« Le développement culturel des villes vers 1985 ») inaugurent une pratique qui sera confirmée les deux années suivantes. Bien plus, les conférences et débats du Verger permettent un écho plus large à certaines questions issues des Rencontres. En 1966, par exemple, Jean Vilar demande à Jack Ralite de prononcer au Verger la conférence « La politique culturelle d'une ville » [il s'agit d'Aubervilliers] qu'il a présentée deux jours plus tôt à la Chambre des notaires²⁰.

Cette liaison étroite entre les Rencontres et les débats du Verger est saluée par *Le Provençal* qui signale combien cette heureuse formule évite de ne pas se couper du public et de ne pas réduire les Rencontres « à une omphaloscopie mutuelle de mandarins²¹ ».

19. Archives Sonia Debeauvais : lettre de J. Vilar à S. Debeauvais, le 7 avril 1964.

20. Voir le témoignage de J. Ralite, « Complicités... », *op. cit.*, p. 124. En octobre 1966, Ralite présente un rapport, pour une part repris du texte présenté en Avignon, ratifié à l'unanimité au congrès de Toulouse de la Fédération nationale des centres culturels communaux. Ce texte est vite publié et constitue pour de nombreuses années le socle du programme de la FNCC : J. Ralite, « Les communes et la culture », *La Nouvelle Critique*, novembre 1966, n° 180, p. 11-129.

21. *Le Provençal*, 30 juillet 1966.

Planification et prospective

La singularité des Rencontres d'Avignon ne doit cependant pas être surestimée. En effet, l'initiative s'inscrit dans un mouvement plus large qui donne lieu à de multiples rencontres entre les membres de l'administration centrale, les acteurs associatifs, les élus, les artistes et les chercheurs.

Le mouvement Peuple et culture joue un rôle de pionnier dans cette rencontre entre acteurs venus de différents horizons. Les sciences sociales y sont conçues comme des instruments et des techniques à mettre au service des militants culturels et qui participent à la mise en œuvre de méthodes de formation. Au début des années soixante, l'aide du sociologue commence à s'imposer et les sciences sociales prennent une place déterminante dans la formation des animateurs, terme qui tend à se substituer à celui d'éducateurs²².

L'influence de Joffre Dumazedier est capitale. Dès les années cinquante, le fondateur de Peuple et culture, créateur de la sociologie des loisirs en France²³ impulse véritablement une sociologie prévisionnelle (une « recherche-active ») au service du devenir du développement culturel²⁴. Aux débats du Verger en Avignon, Joffre Dumazedier propose des exposés prévisionnels qui butent sur la date de 1985, point de perspective choisi par Pierre Massé, commissaire au Plan et Jacques Delors, son adjoint social, pour caler la préparation du V^e Plan (1966-1970). De même, en 1964, Peuple et culture lance la revue *Culture 85*, consacrée au développement culturel. Bien

22. Sur ce point, voir le rapport de J.-F. Chosson, *Le Savant et le militant. Sciences sociales et éducation populaire, 1935-1985*, Paris, Peuple et Culture-FNDVA, 1989, 169 p. et un texte pour une part autobiographique, J.-F. Chosson, « Le savant et le militant. Essai sur les relations entre les associations d'éducation populaire et les sciences sociales. 1945-1975 », dans *Chercheurs en éducation*, Paris, L'Harmattan, 1992, p. 95-115. Voir aussi G. Saez et J.-F. Claude, « De l'éducateur-chercheur à l'animateur-sociologue. Science de la formation et formation à la science à Peuple et Culture », *Revue internationale d'action communautaire*, printemps 1981, n° 5/45, p. 105-113.

23. Soutenu par Georges Friedmann, Joffre Dumazedier crée en 1953 le Groupe d'études du loisir au sein du Centre d'études sociologiques du CNRS. En 1956, le GEL lance son enquête sur Annecy, dont les premiers résultats sont publiés en 1966 : J. Dumazedier et A. Ripert, *Le Loisir et la ville. I. Loisir et culture*, Paris, Seuil, 1966, 398 p. En 1962, la publication et le succès de *Vers une civilisation des loisirs ?* aux éditions du Seuil font connaître Dumazedier à un plus large public. L'ouvrage est traduit en espagnol dès 1964 (Barcelone, Estela) et en anglais en 1966 (New York, Free Press Mac Millan).

24. Voir un article exemplaire de J. Dumazedier, « Nous devons préparer l'avenir », *L'expansion de la recherche scientifique*, décembre 1964, n° 21, p. 17-22.

La naissance des politiques culturelles : les Rencontres d'Avignon (1964-1970)

plus, Joffre Dumazedier participe en 1963-1964, avec les économistes André Piatier et Jean Fourastié, au « Groupe 85 », mis en place par Pierre Massé. Ce groupe, lié au Commissariat au Plan, tente de lancer en France l'idée d'une sociologie active, tendancielle et prévisionnelle²⁵. Comme le souligne Guy Saez,

« c'est un méliorisme qui semble à son apogée [...] en vigueur dans les années soixante dans le milieu de la planification, de l'animation culturelle et dans certains courants de la recherche scientifique²⁶ ».

Ce sont ces mêmes sociologues à qui font appel les fonctionnaires du Commissariat au Plan, notamment pour les travaux des commissions de l'action sociale et de l'équipement culturel et du patrimoine artistique²⁷. En 1961, le tout nouveau ministère des Affaires culturelles attend beaucoup, au plan administratif comme au plan budgétaire, de l'inscription nouvelle de la culture dans la planification française grâce à une commission spécifique. De plus, les commissions du Plan se caractérisent par leur caractère pluraliste : pour les IV^e et V^e Plans, si les membres de l'administration du ministère des Affaires culturelles sont les plus présents, les représentants des associations culturelles et les chercheurs en sciences sociales constituent des partenaires privilégiés²⁸. En 1961, la commission de l'équi-

25. Groupe 1985 du commissariat au Plan, *Réflexions pour 1985*, Paris, La Documentation française, 1964, 156 p. et J. Dumazedier, « Les idéologies ont le dernier mot mais pas le premier. A propos de "Réflexions pour 1985" », *Affrontement*, juillet-octobre 1965, n° 32-33, p. 46-49.

26. G. Saez, « L'animation et l'éducation populaire dans les années 60 : variations sur le thème changement et continuité » dans A. Huet (dir.), *L'Action socioculturelle dans la ville*, Paris, L'Harmattan, 1994, p. 19-40, citation p. 32. Voir aussi G. Saez, *L'État, la ville, la culture*, Grenoble, Université de Grenoble II, thèse de science politique, 1993, p. 366-376. L'ensemble de la sociologie française des années cinquante et soixante est marquée par cet empirisme et la posture du sociologue-militant. Voir notamment A. Drouard, « Réflexions sur une chronologie : le développement des sciences sociales en France de 1945 à la fin des années soixante », *Revue française de sociologie*, 1982, p. 55-85 et J.-M. Chapoulie, « La seconde fondation de la sociologie française, les États-Unis et la classe ouvrière », *Revue française de sociologie*, 1991, p. 321-364.

27. A titre d'exemple, voir l'intervention de Jacques Delors au colloque de Bourges, « Le planificateur face aux problèmes culturels », *L'expansion de la recherche scientifique*, avril-mai 1965, n° 22, p. 18-23, et le compte rendu de la réunion du 14 mars 1964 à la Société française de sociologie consacrée aux recherches sociologiques dans le cadre du Plan dans C. Gruson, « Planification économique et recherches sociologiques », *Revue française de sociologie*, 1964, p. 435-446.

28. Voir les travaux de L. Gayme, *la Commission de l'équipement culturel et du patrimoine artistique, du IV^e au V^e Plan (1961-1975)*, Paris, Institut d'études politiques, DEA d'histoire, 1992, 86 p. et V. Dubois, *la Culture comme catégorie d'intervention publique. Genèses et mises en forme d'une politique*, Lyon, Université Lumière-Lyon II, thèse de science politique, 1994, p. 426-455.

pement culturel et du patrimoine artistique regrette notamment dans son rapport final que « pour sa tâche de planification, [elle] n'ait pu disposer de données précises et chiffrées sur les besoins, les structures et les budgets en matière d'action culturelle²⁹ ».

29. *Rapport général de la Commission de l'équipement culturel et du patrimoine artistique*, Paris, Imprimerie nationale, 1961.

30. Joffre Dumazedier avait fortement insisté pour qu'une telle structure de recherches voit le jour.

31. A. Girard, « La fin de l'ère des goûts et des couleurs », *L'expansion de la recherche scientifique*, décembre 1964, n° 21, p. 3-6. Une partie des textes de ce volume est constituée des communications remises au colloque de Bourges.

32. « Aspects de la recherche au ministère des Affaires culturelles », *Développement culturel*, juin 1972, 24 p. et *Études réalisées de 1964 à 1983*, Paris, SER, 1984, 79 p.

33. Il faut attendre le soutien de la Fondation pour le développement culturel (Paul Chaslin et Pierre Moinot) et de la Délégation générale à la recherche scientifique et technique (Paul Delouvrier) par l'intermédiaire d'une action concertée lancée en 1974-1975 pour conforter le SER au plan budgétaire. En 1982, la multiplication par sept du budget confirme cette montée en puissance. Sur le SER, voir les analyses et le témoignage de son fondateur, « Sciences sociales et politiques culturelles. Entretiens avec Joffre Dumazedier et Augustin Girard »,